



ERRATUM

**Sous-commission paritaire du transport urbain
et régional de la Région wallonne**

**CCT n° 132347/CO/328.02
du 19/01/2016**

Correction dans les deux langues :

- L'article 5 doit être corrigé comme suit : "Le montant de la prime syndicale octroyée aux allocataires sociaux et instaurée par la convention collective de travail du 29 avril 2014 relative à la Programmation sociale 2013-2014 (numéro d'enregistrement : ~~122678~~ **122578/CO/328.02**) sera fixé à partir de 2016 par le Fonds Syndical".

Décision du

ERRATUM

**Paritair Subcomité voor het stads- en
streekvervoer van het Waalse Gewest**

**CAO nr. 132347/CO/328.02
van 19/01/2016**

Verbetering in beide talen :

- Artikel 5 moet als volgt verbeterd worden : "Het bedrag van de syndicale premie die wordt betaald aan de sociaal gerechtigden en is ingevoerd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 29 april 2014 betreffende de sociale programmatie ~~2015-2016~~ **2013-2014** (registratienummer : ~~122678~~ **122578/CO/328.02**) zal vanaf 2016 bepaald worden door het Syndicaal Fonds".

Beslissing van

04-07-2017

**Sous-Commission Paritaire du Transport Urbain et Régional
de la Région Wallonne (S-CP 328.02)**

*Convention collective de travail du 19 janvier 2016
relative à la programmation sociale 2015-2016*

Considérant que la loi du 28 avril 2015 portant sur la norme salariale limite la marge maximale pour l'évolution du coût salarial à

- 0% pour l'année 2015
- et pour l'année 2016 à 0,5% de la masse salariale brute plus 0,3% de la masse salariale nette sans coûts supplémentaires pour l'employeur,

il est convenu ce qui suit.

Chapitre 1 : Champ d'application

Article 1.

La présente convention s'applique aux travailleurs et aux employeurs ressortissant à la Sous-Commission Paritaire du Transport Urbain et Régional de la Région Wallonne.

Pour l'application des dispositions de la présente convention, on entend par travailleurs, le personnel de direction, les cadres, les ouvriers et les ouvrières, les employés et les employées.

Au chapitre 3, par allocataires sociaux, on entend les travailleurs masculins et féminins, tant ouvriers qu'employés en ce compris le personnel de direction, bénéficiaires :

- D'allocations complémentaires de pension (IRP ou S.R.W.T.) ;
- Des capitaux versés dans le cadre de l'assurance de groupe Ethias lors du passage à la Pension légale ou anticipée ;
- D'une rente versée dans le cadre de l'assurance de groupe Ethias ;
- De la Convention collective de travail du 21 janvier 1998 relative aux indemnités complémentaires d'incapacité de travail ratifiée par la convention collective de travail du 20 avril 2001. (Numéro d'enregistrement de la Convention collective de travail : n° 57360) ;
- De la Convention collective de travail du 26 octobre 2012 modifiant la Convention collective de travail du 6 mars 2006 relative à l'octroi d'une allocation complémentaire de chômage en faveur de certains travailleurs âgés licenciés (n° d'enregistrement 119521);
- De la Convention collective de travail du 21 décembre 2011 relative à la prépension à temps plein (n° d'enregistrement 108954).



Chapitre 2 : Personnel actif

Article 2.

La valeur faciale du Ticket-Restaurant est portée à 8 € avec augmentation de la quote-part patronale de 0,75 € passant ainsi de 5,91 € à 6,66 €.

La quote-part personnelle est diminuée de 0,25 € passant de 1,59 € à 1,34 €.

Cette modification s'appliquera pour la 1^{ère} fois aux chèques repas dus pour les prestations de janvier 2016.

Article 2bis.

L'intervention patronale au Fonds Social national est portée de 5,91 à 6,66 € par jour d'incapacité ou d'absence couvert par le Fonds.

Article 3.

Un jour de congé supplémentaire est octroyé à tout le personnel en activité.

Ce jour sera proratisé selon les règles habituelles en fonction du taux d'activité et du nombre de mois prestés l'année en cours.

Article 4.

Les 4^{ème} et 5^{ème} jours de congés supplémentaires pour ancienneté de service, actuellement octroyés respectivement après 20 et 25 ans d'ancienneté de service, seront dorénavant octroyés après 20 ans de service.

Chapitre 3 : Allocataires sociaux

Article 5.

Le montant de la prime syndicale octroyée aux allocataires sociaux et instaurée par la CCT du 29 avril 2014 relative à la Programmation sociale 2013-2014 (N° d'enregistrement : ~~122678~~ 122578/CO/328.02) sera fixé à partir de 2016 par le Fonds Syndical.

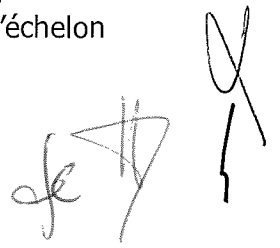
Ce montant ne pourra cependant dépasser ni le montant fixé pour la prime syndicale octroyée aux actifs, ni le montant de la cotisation syndicale la plus basse, tous syndicats confondus et toutes catégories confondues.

La dotation patronale au Fonds syndical reste fixée à 75.000 €.

Chapitre 4 : Mesures diverses

Article 6.

Lors du recrutement d'un travailleur (ouvrier ou employé – toutes fonctions), l'ancienneté de service acquise *dans une fonction comparable* auprès de la STIB, de DE LIJN ou d'un exploitant privé (« loueur » du groupe TEC) sera valorisée pour la détermination de l'échelon de rémunération dans le barème prévu lors d'un engagement.



Cette reconnaissance d'ancienneté vaut également pour le personnel en place mais ne s'appliquera qu'à la date de prise de cours de la présente convention. Il n'y aura donc pas de rétroactivité sur les salaires avant cette date.

Il appartient aux travailleurs concernés d'adresser une demande motivée à leur employeur, justifiant la fonction exercée et en fournissant une attestation d'emploi auprès des employeurs précédents.

Article 7.

Un groupe de travail sera constitué en vue d'examiner la problématique des agents victimes d'accident de travail ou sur le chemin du travail et pour lesquels une incapacité physique permanente les rend définitivement inaptes à leur fonction.

Article 8.

Il est instauré au niveau du Groupe TEC un régime de Congé sans solde dont le travailleur peut se prévaloir et dont la durée totale est limitée à 36 mois pour toute la durée de la carrière.

Ce congé sans solde sera octroyé pour une période de minimum 6 mois et à temps plein.

Le travailleur ne pourra bénéficier d'un tel congé que 2 fois au cours de sa carrière sans pouvoir dépasser la limite des 36 mois. Cette limite de 36 mois peut néanmoins être dépassée, à la discrétion de l'employeur, avec l'obligation pour le travailleur d'en introduire la demande annuellement.

La demande de congé sans solde devra être adressée par courrier à l'employeur au minimum 6 mois avant la date présumée de prise de cours du congé.

Pour raisons de service, l'employeur pourra reporter l'octroi de ce congé de maximum 6 mois.

Les modalités existantes actuellement quant à la reprise de travail après un crédit-temps et quant à la prise en compte de l'ancienneté de service restent d'application.

Article 9.

L'employeur garantit qu'il n'y aura pas de licenciements « secs » suite aux plans d'économie adoptés pour 2016. Cette garantie vaut pour la période couverte par la programmation sociale, soit jusqu'au 31 décembre 2016.

Chapitre 5 : Dispositions finales

Article 10.

La présente convention produit ses effets le 1^{er} janvier 2016 sauf disposition contraire. Elle est conclue pour une durée indéterminée.

Chaque partie signataire peut dénoncer la présente convention collective de travail moyennant préavis de trois mois notifié par lettre recommandée au Président de la Sous-Commission Paritaire du Transport Urbain et Régional de la Région Wallonne. Dans ce cas, la partie qui dénonce la convention est tenue de proposer un nouveau projet de texte.

6

Paritair Subcomité voor het Stads- en Streekvervoer

van het Waalse Gewest (PSC 328.02)

Collectieve Arbeidsovereenkomst van 19 januari 2016
betreffende de sociale programmatie 2015-2016

Overwegende dat de wet van 28 april 2015 over de loonnorm de maximale marge voor de loonkostenontwikkeling beperkt tot

- 0% voor het jaar 2015
- en voor het jaar 2016 tot 0,5% van de bruto loonmassa plus 0,3% van de netto loonmassa zonder bijkomende kosten voor de werkgever,

wordt overeengekomen wat volgt.

Hoofdstuk 1 – Toepassingsgebied

Artikel 1

Deze overeenkomst is van toepassing op de werknemers en werkgevers die vallen onder het Paritair Comité voor het Stads- en Streekvervoer van het Waalse Gewest.

Voor de toepassing van de bepalingen van deze overeenkomst wordt verstaan onder werknemers het directiepersoneel, de kaderleden, de arbeiders en arbeidsters, de mannelijke en vrouwelijke bedienden.

In hoofdstuk 3 verstaat men onder gerechtigden voor een sociale uitkering de mannelijke en vrouwelijke werknemers, zowel de arbeiders als de bedienden met inbegrip van het directiepersoneel, begunstigden :

- van aanvullende pensioenen (IBP of SRWT)
- kapitalen die worden betaald in het kader van groepsverzekering Ethias bij de overgang naar het wettelijk of vervroegd pensioen ;
- van een rente die wordt betaald in het kader van de groepsverzekering Ethias ;
- van de collectieve arbeidsovereenkomst van 21 januari 1998 betreffende de aanvullende vergoedingen voor werkonbekaamheid, bekrachtigd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 20 april 2001. (registratienummer van de collectieve arbeidsovereenkomst : nr 57360) ;
- van de collectieve arbeidsovereenkomst van 26 oktober 2012 tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 6 maart 2006 betreffende de toekenning van een aanvullende werkloosheidsvergoeding ten gunste van sommige oudere ontslagen werknemers (registratienummer 119521);
- van de collectieve arbeidsovereenkomst van 21 december 2011 betreffende het voltijds brugpensioen (registratienummer 108954).

6

Hoofdstuk 2. : Actief personeel

Artikel 2.

De faciale waarde van het Ticket Restaurant wordt op 8 € gebracht met een werkgeversaandeel van 0,75 € waardoor het bedrag stijgt van 5,91 € naar 6,66 €. Het persoonlijke aandeel wordt met 0,25€ verminderd van 1,59€ tot 1,34€. Deze wijziging zal voor de eerste maal van toepassing zijn op de maaltijdcheques die verschuldigd zijn voor de prestaties van januari 2016.

Artikel 2bis.

De tussenkomst van de werkgevers in het nationaal Sociaal Fonds wordt van 5,91 op 6,66 € per dag ongeschiktheid of afwezigheid gebracht die wordt gedekt door het Fonds.

Artikel 3.

Er wordt een bijkomende verlofdag toegekend aan al het personeel in actieve dienst. Deze dag zal worden geprotatiseerd volgens de gangbare regels in functie van de activiteitsgraad en van het aantal maanden dat wordt gepresteerd tijdens het lopende jaar.

Artikel 4.

De 4e en 5e bijkomende verlofdag voor dienstanciënniteit die momenteel respectievelijk na 20 en 25 jaar dienstanciënniteit worden toegekend, zullen voortaan na 20 jaar dienst worden toegekend.

Hoofdstuk 3. : Sociaal gerechtigden

Artikel 5.

Het bedrag van de syndicale premie die wordt betaald aan de sociaal gerechtigden en is ingevoerd door de CAO van 29 april 2014 betreffende de sociale programmatie ~~2015-2016~~ ²⁰¹³⁻²⁰¹⁴ (registratienummer : ~~122678~~ ¹²²⁵⁷⁸/CO/328.02) zal vanaf 2016 bepaald worden door het Syndicaal Fonds.

Dit bedrag mag echter niet hoger liggen dan het bedrag dat werd bepaald voor de vakbondspremie die wordt toegekend aan de diegenen die in actieve dienst zijn enerzijds en het bedrag van de laagste syndicale bijdrage, ongeacht de vakbond en categorie.

De bijdrage van de werkgevers aan het Syndicaal Fonds blijft bepaald op 75.000 €.

Hoofdstuk 4. : Diverse bepalingen

Artikel 6:

Bij de aanwerving van een werknemer (arbeider of bediende -alle functies), zal de dienstanciënniteit die werd verworven in een vergelijkbare functie bij de MIVB, DE LIJN of een privé-uitbater (« pachter » van de TEC-groep) gevaloriseerd worden voor de vastlegging van de weddeschaal in het barema dat is bepaald bij een aanwerving.

Deze erkenning van de anciënniteit geldt ook voor het personeel in dienst, maar zal pas worden toegepast op de datum, waarop deze overeenkomst van start gaat. Er zal dus geen terugwerkende kracht gelden op de lonen voor deze datum.

De betrokken werknemers moeten een gemotiveerde vraag richten aan hun werkgever, waarin het bewijs van de uitgeoefende functie wordt geleverd en ze moeten een attest van tewerkstelling bij de vorige werkgevers voorleggen.

Artikel 7.

Er zal een werkgroep worden samengesteld om de problematiek te onderzoeken van de personeelsleden die het slachtoffer zijn geworden van een arbeidsongeval of een ongeval op weg van of naar het werk en voor wie een blijvende fysieke ongeschiktheid ertoe leidt dat ze definitief ongeschikt zijn voor hun functie.

Artikel 8.

Binnen de TEC-groep wordt een stelsel van verlof zonder wedde ingevoerd, waarop de werknemer zich kan beroepen en waarvan de totale duur beperkt is tot 36 maanden voor de hele duur van de loopbaan.

Dit verlof zonder wedde zal voltijds worden toegekend voor een periode van ten minste 6 maanden.

De werknemer zal tijdens zijn loopbaan slechts 2 maal gebruik kunnen maken van dit soort verlof, zonder hierbij de grens van 36 maanden te overschrijden. Deze grens van 36 maanden mag echter overschreden worden, indien de werkgever hiermee instemt, maar de werknemer is verplicht elk jaar de aanvraag hiervoor opnieuw in te dienen.

De aanvraag voor verlof zonder wedde moet per post gericht worden aan de werkgever, dit ten minste 6 maanden voor de vermoede datum waarop het verlof van start gaat.

Om dienstredenen kan de werkgever de toekenning van dit verlof uitstellen met ten hoogste 6 maanden.

De modaliteiten die momenteel bestaan inzake de werkhervatting na tijdskrediet en het in aanmerking nemen van de dienstanciënniteit blijven van toepassing.

Artikel 9.

De werkgever biedt de waarborg dat er geen "naakte ontslagen" vallen naar aanleiding van de besparingsplannen die zijn goedgekeurd voor 2016. Deze waarborg geldt voor de periode die wordt gedekt door de sociale programmatie, hetzij tot 31 december 2016.

Hoofdstuk 5 : Slotbepalingen



Artikel 10.

Deze overeenkomst treedt in werking op 1 januari 2016 tenzij het anders wordt bedongen.
Ze wordt gesloten voor onbepaalde duur.

Elke ondertekenende partij kan deze collectieve arbeidsovereenkomst opzeggen mits een opzeggingstermijn van drie maanden die per aangetekend schrijven wordt betekend aan de Voorzitter van het Paritair Subcomité voor het Stads- en Streekvervoer van het Waalse Gewest. In dat geval zal de partij die de overeenkomst opzegt, verplicht zijn een nieuwe ontwerpakte voor te stellen.

Namen, 19 januari 2016